



Un deuxième groupe de travail GT ministériel Pro/Pro s'est tenu le 22 janvier 2014 à Bercy après une première réunion décevante.

**Nos Fédérations UNSA et CFTC, ne pratiquant pas la politique de la chaise vide, y ont participé et ont profité de ce GT pour rappeler que le taux de Pro/Pro dans notre ministère est une des facettes de l'ascenseur social, mais également une forme de reconnaissance pour l'implication, la conscience professionnelle et de la motivation des agents.**

Dans cette période difficile pour tous, Bercy aurait pu faire un effort en maintenant le taux de pro/pro inchangé alors que nos collègues vont faire face dans les mois qui viennent à des mobilités forcées suite aux restructurations annoncées.

**L'UNSA et la CFTC ont réaffirmé avec force leur revendication de revenir à des ratios de pro/pro au niveau de 2012.**

**Pour l'UNSA et la CFTC, la baisse continue des taux de promotions plus le gel du point d'indice depuis 4 années et les suppressions d'emplois accompagnées de mobilité confine à la triple peine.**

Les Fédérations CGT et Solidaires après une interruption de séance et une déclaration ont quitté la salle.

**Nos Fédérations UNSA et CFTC sont restées avec FO et la CFDT pour essayer d'infléchir les propositions de l'Administration.**

**L'UNSA et la CFTC ont réitéré leur volonté de voir élaborer un plan triennal de taux de promotions. L'Administration a refusé.**

**Nous avons exigé que les propositions de l'administration qui nous ont été présentées lors de ce GT, soit a minima celles retenues par l'Administration. Celle-ci nous a déclaré faire le maximum pour la validation de cette proposition par les ministres et la DGAFP.**

**Nous serons extrêmement vigilants sur ce point.**

**Il était important dans l'intérêt de nos collègues de rester à ce GT et de tout faire pour ne pas donner de blanc seing à l'Administration dans sa volonté de nous aligner sur les taux interministériels.**

**En conclusion nous avons regretté que nos ministres défendent si peu leur personnel et qu'au fil du temps, Bercy devienne la cible du Gouvernement.**